

La crise politique

# “La solution doit venir de la N-VA”

Quels scénarios pour demain ? Comment débloquer la situation ?

Tentative de réponse avec le politologue de l'ULB, Pascal Delwit.

Le Roi a donc refusé hier soir, peu avant 22 heures, qu'Elio Di Rupo soit déchargé de sa mission, en dépit des divergences toujours très profondes entre le Nord, la N-VA en tête, et le Sud du pays sur le dédicéme maudit dossier BHV mais aussi sur celui de Bruxelles et de son nécessaire refinancement.

Mais au-delà de la prolongation de la mission du préformateur peut-on parler ce dimanche soir de crise de régime ? “Je ne pense pas que nous pouvons à ce stade parler de crise de régime mais nous sommes, c'est une évidence, confrontés à une difficulté majeure et à une situation politique très difficile. Mais il n'y a pas d'alternative à essayer de trouver une solution acceptable pour tous les partis autour de la table et pour leurs opinions publiques respectives. Un blocage durable sur la réforme de l'Etat n'est dans l'intérêt d'aucune des parties”, explique Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Qui ajoute : “Même l'hypothèse extrême de l'implosion du pays, à laquelle je ne crois pas, supposerait un consensus et un consentement mutuel entre le Nord et le Sud du pays. Ce con-



Bruxelles reste la pierre d'achoppement entre francophones et néerlandophones.

sentement mutuel n'existe pas aujourd'hui, sans parler des problèmes liés au droit international. Même si nous avons actuellement beaucoup de mal à franchir cette étape d'une nou-

velle réforme institutionnelle importante, nous sommes paradoxalement bien plus proches d'une solution négociée sur une nouvelle répartition des compétences entre le fédéral et les enti-

tés fédérées que d'un scénario de scission qui n'est d'ailleurs soutenu que par une partie minoritaire de l'opinion flamande. Partie minoritaire qui n'envie, qui plus est, une telle évolution

qu'à la condition que Bruxelles se retrouve dans l'escarcelle de la Flandre. Le déblocage de la situation passera donc forcément par un accord”.

Et maintenant ? “La marge de manœuvre pour le Souverain est très étroite compte tenu des résultats électoraux. Il pourrait comme il l'a fait il y a une dizaine de jours suspendre le temps et laisser encore la main à Elio Di Rupo”, nous expliquait hier soir en début de soirée Pascal Delwit. Peu avant 22 heures, c'était effectivement l'option retenue par le Palais Royal.

Pour le politologue, si la mission de Di Rupo venait à échouer d'ici quelques jours, “une autre solution consisterait à le décharger de sa mission et à passer la main à la N-VA selon la logique qu'il revient à l'acteur qui crée le problème de le résoudre. C'est paradoxal mais cela est relativement logique. Bart De Wever doit assumer sa victoire électorale et lui redonner la main pourrait présenter comme avantage qu'il devrait adopter une posture différente, notamment sur le dossier de Bruxelles. La solution doit donc venir de la N-VA ou éventuellement du CD&V même si ce dernier n'a pas d'attitude politique et médiatique différente des nationalistes flamands”, poursuit Pascal Delwit.

Pour Pascal Delwit, les tensions grandissantes ces derniers jours résultent dans “la demande inattendue et non convenue formulée par la N-VA de revoir la loi de financement et de lier cette demande au refinancement de

Bruxelles”. “Alors que les négociateurs avaient travaillé jusqu'alors dans une confiance relative, cela a introduit un élément de doute sur la volonté réelle de la N-VA d'aboutir à un accord au-delà de la difficulté d'apprécier la posture personnelle de De Wever par rapport à ses propres troupes. C'en était trop pour les francophones d'autant que l'on sent monter la pression dans une partie de l'opinion publique francophone : il était impossible pour les négociateurs francophones d'aller au-delà des concessions fortes déjà accordées sans un engagement fort de la Flandre sur Bruxelles. Cette rupture d'équilibre a été mal appréciée par la N-VA”.

En cas d'échec de la mission du préformateur, est-il possible d'imaginer que les partis se mettent d'accord pour mettre en place un gouvernement de plein exercice s'attaquant aux grands enjeux socio-économiques, mettant entre parenthèses pour un temps la définition d'une nouvelle architecture institutionnelle ? “C'est théoriquement toujours possible et il ne faut pas l'exclure mais cette piste serait cependant difficile à défendre par la N-VA alors que des acquis ont déjà été engrangés et des principes acceptés lors de la négociation même si cela n'a pas encore été traduit en textes législatifs. Nous ne sommes pas dans la même situation qu'en 2007. Il serait plus simple pour les opinions francophones et flamandes qu'on avance sur cette réforme de l'Etat et que celle-ci soit derrière”, conclut Pascal Delwit. Qui avait dit “travail titanesque” ? V.S.

